



Dimanche 11 Octobre 2009

• [Présentation](#) • [Derniers numéros](#) • [Archives](#) • [Nos liens](#) • [Contacts](#)



Deuxième trimestre 2009

▣ Dans ce numéro

▣ [Editorial](#)

▣ [Argentine](#)

▣ [Djibouti](#)

▣ [Guinée Equatoriale](#)

- France-Guinée Equatoriale : une relation ancienne et porteuse d'avenir
- Guinée Equatoriale : des perspectives encourageantes !
- La locomotive de l'Afrique centrale
- L'Université nationale de Guinée Equatoriale et l'Université Bordeaux-1 lancent une coopération dynamique
- L'IRD lance une coopération fructueuse avec la Guinée Equatoriale
- France-Guinée Equatoriale : une coopération ciblée et en pleine rénovation
- Education et recherche scientifique au cœur de la coopération entre la Guinée Equatoriale et l'UNESCO
- Un pays en plein essor

▣ [Ouzbékistan](#)

▣ [Philippines](#)

▣ [Enjeux géopolitiques](#)

▣ [Opinion](#)

▣ Partenaires de ce dossier

- Sogea Satom
- Bouygues Guinée Equatoriale
- Getesa
- Total



Guinée Equatoriale

S.E.M. / H.E. Federico EDJO OVONO EYANG

version imprimable 

Email: Mot de passe:

S'inscrire

OK

Etoile montante de l'Afrique centrale

Devenue le troisième producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne, la Guinée Equatoriale s'affirme progressivement comme l'une des locomotives de l'Afrique centrale. Des années difficiles de l'indépendance à la préparation de l'après-pétrole, S.E.M. Federico Edjo Ovono Eyang, Ambassadeur de Guinée Equatoriale, expose ici sa vision des réussites de ce parcours ainsi que les liens de coopération noués avec la France.

La Lettre Diplomatique : Monsieur l'Ambassadeur, la Guinée Equatoriale vient de célébrer en 2008 le 40ème anniversaire de son indépendance. Trente ans après l'arrivée au pouvoir du Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, quel regard portez-vous sur les accomplissements de sa gouvernance ?

S.E.M. Federico Edjo Ovono Eyang : Le chemin que la Guinée Equatoriale a parcouru depuis son accession à l'indépendance il y a quarante ans a été long et difficile. Néanmoins, si l'on considère rétrospectivement tout ce qui a été accompli, je suis assez optimiste pour son avenir.

La Guinée Equatoriale revient en effet de loin. Pour comprendre son parcours, il faut retenir deux temps forts :

- la proclamation de l'indépendance le 12 octobre 1968,
- puis, le 3 août 1979, date de l'arrivée à la tête de l'Etat du Président Obiang Nguema Mbasogo et du retour à la stabilité du pays.

Entre ces deux moments, la Guinée Equatoriale a vécu la période la plus sombre de son histoire récente.

La première période du pays, en tant qu'Etat indépendant reste encore peu connue. Or il est important de l'avoir à l'esprit pour mieux comprendre ce qu'est devenue la Guinée Equatoriale. En effet, près de cinq mois après son arrivée au pouvoir, le chef de l'Etat élu à l'époque démocratiquement a dû faire face à une tentative de coup d'Etat entraînant ainsi une réaction de son électorat qui pensait voir le retour du colonialisme.

Ce fut le début d'une spirale de violence, marquée par des trahisons, des réactions de haine qui ont tué beaucoup de gens, de sentiments et de valeurs.

La période qui s'ouvre le 5 mars 1969 ne se clôturera que le 3 août 1979. Elle a fait l'objet de nombreuses études, mais ce qu'il est important de souligner, c'est le fait que lorsque le Président Obiang Nguema Mbasogo a renversé la dictature en 1979, l'héritage de ces années difficiles était lourd à porter : l'économie équato-guinéenne est exsangue ; le pays vidé par une forte émigration, en particulier de ses forces vives, tandis qu'il se retrouve isolé sur la scène internationale.

A l'arrivée au pouvoir du Président Obiang Nguema Mbasogo, ce fut le début de la « traversée du désert » pour la Guinée Equatoriale. Et pour poursuivre cette analogie, le pays a alors trouvé en la personne du Président Obiang Nguema Mbasogo un « Moïse noir ». Il s'agit d'ailleurs d'un aspect que l'on ignore souvent. Pourtant, par son action et sa persuasion, il est parvenu à redonner espoir à la population et à apaiser les esprits, avant de s'atteler à la reconstruction du pays. Mais, à cette époque, la Guinée Equatoriale figurait parmi les pays les plus pauvres du monde.

La Guinée Equatoriale ne produisait que du café et du cacao, dont les cours étaient en chute libre. Fin 1988, elle a d'ailleurs été obligée de faire appel à la communauté internationale pour organiser une deuxième conférence des pays donateurs à Genève.

D'autre part, les sociétés prospectrices qui s'étaient lancées dans des opérations d'exploration, à la recherche de gisements de pétrole, ont interrompu leur prospection, arguant que leur exploitation ne serait pas rentable. Le Président Obiang Nguema Mbasogo a néanmoins fait preuve de clairvoyance, de persévérance et de volonté. Il a continué de croire au potentiel de la Guinée Equatoriale, compte tenu de la présence de gisements dans son proche environnement, au Nigeria, au Cameroun et au Gabon.

Il a fallu attendre la découverte de gisements par une petite société américaine au début des années 1990, laquelle a cédé ses droits au Groupe Mobil, dont l'arrivée a déclenché le processus d'exploitation à grande échelle et dont la conséquence est le développement constaté de nos jours.

Aujourd'hui, les ressources pétrolières suscitent l'intérêt et attirent beaucoup de monde vers le pays, ce qui n'était pas le cas au cours de la période antérieure.

L'histoire et la perception géographique ont donné raison à la persévérance du Président Obiang Nguema Mbasogo. Et dès les premières découvertes, il a posé comme principe que la manne issue de la production pétrolière serait en priorité



paco rabanne

utilisée pour doter le pays d'infrastructures, notamment routières, mais aussi d'écoles, d'hôpitaux...d'où l'organisation du 8 au 13 septembre 1997 de la première Conférence économique nationale, afin de valider ces principes, et de prévoir une utilisation rationnelle des ressources naturelles, y compris dans la perspective de leur non renouvellement.

Toutes ces initiatives ont construit la crédibilité de la politique de développement mise en oeuvre jusqu'ici par le chef de l'Etat.

L.L.D. : A l'approche des élections présidentielles qui doivent se tenir fin 2009, comment analysez-vous les enjeux de la transformation de l'« essai démocratique » initié par le chef de l'Etat ?

S.E.M.F.E.O.E : La logique sur laquelle repose le concept « d'essai démocratique » est née à l'époque où l'on affirmait que pour implanter la démocratie dans les pays africains, il fallait organiser des conférences nationales souveraines. Pour le Président Obiang Nguema Mbasogo, une telle approche comportait le risque de réveiller de vieux démons. Dans son esprit, ce qui primait par-dessus tout c'était la réconciliation des Equato-Guinéens et l'ouverture du pays à la communauté internationale.

Il n'était pas viable d'installer d'emblée cette approche vers la démocratie dans un contexte où les souffrances du peuple équato-guinéen étaient très présentes dans les esprits. Les Equato-Guinéens ne voulaient surtout pas revivre les horreurs du passé, comme ce fut d'ailleurs le cas en Europe au sortir de la deuxième guerre mondiale.

C'est ainsi qu'après une période de sensibilisation de la population, il a initié la mise en place de « l'essai démocratique », par la création d'un seul parti dont l'évolution par la suite a permis la naissance d'autres formations politiques.

Ainsi, jusqu'à treize partis politiques se sont créés, dont certains ont dérivé du fait de leurs méthodes peu scrupuleuses.

Les Equato-Guinéens aspiraient à la stabilité. Aujourd'hui encore, la génération qui a vécu l'époque des régimes précédents ne veut pas envisager un changement à la tête de l'Etat, gardant en mémoire l'expérience tragique vécue auparavant.

C'est d'ailleurs une des explications au fait que certains partis d'opposition forment des coalitions et rejoignent ensuite la majorité présidentielle lorsqu'il y a une échéance électorale, ce qui n'empêche pas ces partis associés à son propre parti, de faire valoir leur sensibilité et leurs différences.

Ce qui précède permet de comprendre facilement les résultats obtenus par le Président lors des échéances électorales des dernières années. Au regard de tout ce qui a été réalisé, l'émergence de notre pays sur les ruines du passé accrédite la thèse de "l'essai démocratique" qui peut aujourd'hui être défendue comme une philosophie politique à part entière.

L.L.D. : A l'issue des élections législatives du 4 mai 2008, le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a nommé M. Ignacio Milam Tang au poste de Premier Ministre avec pour principale priorité, la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Quels sont les principaux axes de ce programme ? Quelles sont les mesures plus spécifiquement consacrées à la réduction des inégalités sociales ?

S.E.M.F.E.O.E : Le Plan national de développement économique et social (PNDES) que vous mentionnez découle de la stratégie économique impulsée par le Président Obiang Nguema Mbasogo après la découverte du pétrole en Guinée Equatoriale. Alors que démarre la production de ses premiers barils de brut, ainsi que je vous l'ai déjà indiqué, une première Conférence économique nationale est organisée sur son initiative en 1997, avec la participation de représentants d'organisations multilatérales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou la Banque africaine de Développement. Son objectif est de programmer l'utilisation des ressources financières générées par l'exploitation des hydrocarbures.

Les infrastructures sont alors identifiées comme la priorité de la politique économique du gouvernement.

Dix ans plus tard, en 2007, la 2ème Conférence économique nationale a tout d'abord cherché à évaluer les résultats des efforts entrepris. Elle a en outre établi une nouvelle feuille de route de l'utilisation des ressources pétrolières à l'horizon 2020.

Cette évaluation nous a permis de constater que beaucoup d'efforts avaient été faits en matière d'infrastructures, même si bien entendu il reste encore à les consolider dans certains domaines.

Mais la 2ème Conférence économique nationale a surtout mis en évidence la nécessité d'accélérer la formation des ressources humaines et le développement des services à travers tout le pays.

Le Plan dénommé « Guinée Equatoriale - Horizon 2020 » intègre 3 documents : le diagnostic, la vision et les axes stratégiques 2020, et le compte rendu final de la conférence.

Le Gouvernement et les pouvoirs publics nationaux sont censés subordonner leurs actions à l'accomplissement du Plan. Le Gouvernement quant à lui doit élaborer des plans ou des sous-plans d'actions sectorielles avec leurs budgets respectifs.

Ces plans sectoriels doivent inclure un large programme de communication, qui assure une diffusion maximale et leur appropriation par la population.

Pour la mise en marche du Plan, et afin d'assurer le suivi et l'accomplissement de celui-ci, des dispositifs institutionnels ont été créés :

- un conseil supérieur « Guinée Equatoriale Horizon 2020 » présidé par le Chef de l'Etat,
- une commission nationale de suivi et d'évaluation du Plan

- et l'Agence Guinée Equatoriale 2020,
 A cet effet le Premier Ministre a rappelé le 18 février 2009 à la Conférence de Doha (Qatar) que la stratégie Guinée Equatoriale-Horizon 2020 est basée sur le développement concomitant des secteurs : énergie, pêche et services.
 En ce qui concerne le budget de l'Etat de l'année 2009 et afin de veiller à l'accomplissement de la stratégie adoptée, sa distribution des budgets de l'Etat se fait comme suit : 32,7% pour le secteur social, 27% pour le secteur productif, et 27,3% pour le secteur infrastructures.
 Pour la réalisation des investissements, le Gouvernement utilise des instruments financiers sûrs et viables. Compte tenu de la haute volatilité des marchés financiers, le Gouvernement a procédé à la création des fonds suivants ;

- un fonds sectoriel d'infrastructures
- un fonds pour la pêche,
- un fonds pour le développement agricole
- un fonds sectoriel pour le développement du tourisme
- un fonds pour le développement de la formation professionnelle
- un fonds garantissant le crédit en faveur des petites et moyennes entreprises

Leur fonctionnement est défini au sein du PNDES.
 Je tiens également à souligner que pour aboutir au résultat escompté, ces fonds sont administrés par des comités composés de représentants du gouvernement, et d'experts internationaux choisis pour leur crédibilité, leur indépendance en matière de gestion et pour renforcer la transparence.
 Pour répondre à votre seconde question, ces fonds participent de par leur nature propre à la politique du gouvernement en matière de réduction des inégalités sociales. A titre d'exemple, la création de systèmes d'adduction d'eau pour toutes les grandes villes a un impact direct dans ce domaine, en ce sens qu'elle bénéficie à l'ensemble des populations concernées. Il en va de même des campagnes de vaccination en matière de santé. Dans le domaine de l'éducation, il s'agit d'évaluer les besoins en matière de formation du personnel éducatif, en fonction des différences de niveau ou de moyens selon les régions du pays.
 Plus globalement, les différents fonds que le Gouvernement a mis en place sont dotés des outils pour diagnostiquer les besoins et agir en conséquence, dans le cadre des missions de l'Etat équato-guinéen qui sont de mettre à la disposition de sa population un service public efficace.

L.L.D : Situé au cœur du Golfe de Guinée, votre pays s'est hissé au troisième rang des pays subsahariens producteurs de pétrole avec une production de près de 350 000 barils par jour. Quelles orientations sont privilégiées pour en assurer une gestion durable ? Au regard de l'essor de la production de gaz naturel liquéfié depuis 2007 et du fort potentiel agricole de votre pays, quelles mesures sont prévues pour favoriser la diversification des sources de revenus et d'emploi de la Guinée Equatoriale?

S.E.M.F.E.O.E : La gestion durable des ressources pétrolières dans notre pays repose en premier lieu sur la limitation des volumes de production. Le passage d'un taux de croissance du PIB à deux chiffres en 2005, à un taux de croissance à un chiffre illustre concrètement la volonté du chef de l'Etat de réduire le rythme d'exploitation des ressources pétrolières.
 Mais cette approche passe surtout par la volonté de diversifier l'économie dans d'autres secteurs d'activités et notamment dans le secteur agricole. Avant la découverte du pétrole, celui-ci constituait le pilier de l'économie équato-guinéenne, avec pour principaux produits d'exportation le café, le cacao et le bois. Pour les autres produits alimentaires, leur production restait au niveau d'une agriculture de subsistance.
 De ce point de vue, une autre priorité mise en évidence par la 2ème Conférence économique nationale est la diversification de la production agricole. Elle s'inscrit dans la perspective de faire prendre conscience à la population que le pétrole n'est pas une ressource éternelle et que tôt ou tard, la prospérité de notre pays devra trouver de nouveaux ressorts de croissance.
 La progression soutenue de notre production d'hydrocarbures nous a par ailleurs permis de créer un fonds pour les futures générations qui reçoit 0,5% des recettes pétrolières et qui est maintenant hébergé par la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC).
 La promotion des atouts de la Guinée Equatoriale auprès des investisseurs étrangers figure bien entendu au sein de la politique de diversification économique mise en œuvre par le gouvernement.
 D'ailleurs, la 2ème Conférence économique nationale a institué la création d'une société de participation et d'investissement ainsi qu'un fonds destiné à favoriser la création de petites et moyennes entreprises par les nationaux.
 Lors du discours des vœux de l'année 2008, le Président a rappelé aux Equato-Guinéens son incitation dans le domaine de la création des petites et moyennes entreprises, pour contribuer au développement du pays et renforcer la formation des nationaux pour que ceux-ci accèdent légalement aux bénéfices du pétrole.
 Cette double dynamique passe également par la modernisation des méthodes de production, en mettant en place les technologies qui permettront d'accroître les capacités de production, ainsi que de créer les outils favorisant leur implantation et leur appropriation par la population. C'est un objectif particulièrement important en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de limiter les importations, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.
 La montée en puissance de la production de pétrole et désormais de gaz naturel liquéfié (GNL) est également illustrée par la Conférence internationale sur l'énergie qu'a accueillie la Guinée Equatoriale du 4 au 7 novembre 2008, sous l'égide de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD - CNUCED). En matière de GNL, je peux vous affirmer

que les perspectives de ce secteur sont prometteuses au regard des réserves importantes dont notre pays est pourvu.

Le secteur gazier de la Guinée Equatoriale suscite à cet égard un intérêt accru de la part de nos partenaires étrangers, ce qui se manifeste par l'arrivée de nouveaux investisseurs, notamment portugais et allemands. J'observe également que les délégations d'hommes d'affaires se multiplient en provenance des pays du Golfe arabe ou de la Russie.

L.L.D. : Concrétisant sa volonté de faire du port de Malabo l'un des plus performants du Golfe de Guinée, le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a inauguré le 6 février 2009 le premier des trois nouveaux quais qui devraient être achevés en 2011. Quelle nouvelle dynamique ce projet est-il susceptible d'impulser à l'essor de votre pays et aux échanges commerciaux dans la région ?

S.E.M.F.E.O.E : Les perspectives de développement de notre industrie portuaire sont très prometteuses. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs si c'est à Malabo qu'ont été lancés ces vastes investissements. Malabo est en effet un port en eau profonde dont l'important tirant d'eau permet l'accès à des navires de gros tonnage, contrairement à celui de Bata. Cette configuration découle de l'origine volcanique de l'île de Bioko, qui serait selon les études géologiques un cratère submergé.

Le potentiel économique du port de Malabo tient en effet à sa position au carrefour du Golfe de Guinée et aux liens naturels que le pays a établis avec l'ensemble des pays de la CEMAC.

Pour vous donner une idée, le port réunira les conditions suivantes : un quai de 485 mètres de long avec environ 400 mètres pour les bateaux à propulsion, 35 mètres pour les bateaux Ro-Ro et 50 mètres pour les petites embarcations, une esplanade pour le chargement de 6.000m² de surface, 2 magasins avec une capacité de 8.400 m³ et un terminal de passagers de 1.200 mètres. De plus, un mur de contention de 400 mètres de long assurera la protection, permettant de gagner 27 hectares sur la mer, le tout afin d'améliorer le chargement et le déchargement rapides des navires.

En outre, l'essor de la production de GNL devrait contribuer à renforcer le rôle du port de Malabo pour la croissance économique du pays et les échanges avec les pays voisins.

L.L.D. : Tenant compte du choix de l'opérateur maritime marocain TMSA pour en assurer la gestion, quelles autres perspectives la visite officielle à Malabo, en avril 2009, de S.M. le Roi Mohammed VI a-t-elle ouvert au partenariat économique noué avec le Maroc ?

S.E.M.F.E.O.E : Le choix par notre pays de la compagnie marocaine TMSA comme opérateur du port de Malabo s'inscrit tout d'abord dans le cadre d'un choix objectif fait à partir de l'offre présentée par l'entreprise marocaine, laquelle, probablement, était la plus compétitive.

Il est également vrai que la construction du port de Malabo ouvre d'autres opportunités pour renforcer le partenariat économique entre nos deux pays.

Avec l'essor économique de la Guinée Equatoriale, ces liens qui remontent sans aucun doute, dans le cadre d'une forte relation d'amitié avec le Maroc, au règne de feu le Roi Hassan II, se concrétisent désormais à travers des projets d'envergure, impulsés par la détermination de nos deux pays, ce qu'illustre bien la visite du Roi Mohamed VI à Malabo en avril 2009.

L.L.D. : Reflet de son attractivité économique, la Guinée Equatoriale draine près d'un tiers des investissements directs étrangers en Afrique centrale. Au-delà de l'industrie pétro-gazière et de la construction, dans quels autres secteurs d'activité votre pays aspire-t-il à accroître son ouverture économique ? Comment percevez-vous la montée en puissance de l'offre d'investissement chinoise ? Quel pourrait-être, selon vous, l'apport du savoir-faire des entreprises françaises dans le cadre du renforcement des infrastructures du pays ?

S.E.M.F.E.O.E : Il est certain que le pays cherche à attirer les investisseurs étrangers et à développer de nouveaux secteurs d'activité de l'économie, comme la pêche, l'agriculture et les nouvelles technologies de l'information et des communications. Mais il faut également tenir compte de la capacité endogène du pays à pouvoir gérer les différents apports de l'étranger et à canaliser toutes ces opportunités d'investissement.

De ce point de vue, la formation des ressources humaines est fondamentale. Le transfert de technologies et du savoir-faire ne peut se matérialiser sans développer nos propres capacités à les exploiter.

Le port de Luba, au sud de l'île de Bioko, est notamment en train d'être constitué en port franc.

Vous évoquez par ailleurs l'arrivée récente des investisseurs chinois en Afrique. Je pense que la force de la politique chinoise en Afrique est de ne pas imposer de conditions pour développer les échanges commerciaux. D'autre part, il semble que la Chine ait apporté aux Africains un autre regard sur les institutions financières internationales, ce qui a d'ailleurs contribué à ouvrir les yeux de nos pays.

De plus, les investissements chinois disposent d'un autre atout important. La plupart sont assortis, surtout dans le cadre de grands projets, d'aides publiques ou de dons aux gouvernements des pays destinataires.

Ainsi au cours de son voyage en Afrique, le 2 janvier 2007, M. Li Zahonxing, Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de la République Populaire de Chine a fait part de la décision de son Gouvernement, de consentir une remise

de dette de plus de 75 millions de \$ US, ainsi qu'un don au Gouvernement de la Guinée Equatoriale, de 20 millions de yuans.

Lorsqu'il s'agit de prêts, ceux-ci sont échelonnés sur le très long terme. Cette approche s'est révélée payante.

Mais il est vrai que l'offre d'investissement chinoise ne favorise pas la création d'emplois dans nos pays, ni le transfert de technologies, car dans la plupart des cas elle fait appel à sa propre main d'œuvre.

Pour ce qui est des investisseurs français, plusieurs grandes entreprises françaises sont installées en Guinée Equatoriale (Bouygues, Sogea-Satom (Groupe Vinci), Razel, Veolia, Total, France Telecom, Société Générale, Groupe Accor, Castel, Air France, etc...) de nombreux exemples peuvent illustrer leur réalisations en Guinée Equatoriale. Par sa vocation, l'Ambassade de la République de Guinée Equatoriale en France, consacre bien évidemment une partie de ses énergies à valoriser les atouts du pays et les opportunités d'investissement qu'il offre.

Pour ne citer que quelques exemples, le potentiel touristique de la Guinée Equatoriale mérite que l'on y prête davantage d'attention. Les chaînes hôtelières françaises disposent d'un savoir-faire important dans ce domaine. Le Sofitel qui est implanté à Malabo pourrait ouvrir la voie à bien d'autres opportunités, notamment dans les autres grandes villes du pays.

D'autre part, dans le secteur de la pêche, signalons que la Guinée Equatoriale possède plus de mer que de terre, soit à peu près 300.000 km² de mer, ce qui représente un important potentiel.

Enfin, je suis heureux de constater la persistance de l'intérêt que manifestent les investisseurs français à l'égard de notre pays. Je peux l'affirmer au regard de la hausse des demandes de visas pour leurs représentants que nous enregistrons ici à l'Ambassade.

L.L.D. : Avec la récente création d'une Agence nationale d'enquêtes financières (ANIF), le gouvernement équato-guinéen a accentué sa détermination à lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption. Comment s'articule le fonctionnement de cet organisme ? Dans quelle mesure cette initiative participe-t-elle à l'amélioration de l'environnement des affaires équato-guinéennes ?

S.E.M.F.E.O.E : Tout d'abord, il faut éviter de faire un amalgame entre les actions que mène le gouvernement équato-guinéen dans ce domaine et son intérêt à s'associer aux initiatives internationales pour lutter contre des phénomènes plus globaux.

En matière de lutte contre la corruption et de transparence de notre gestion financière, notre pays s'est par exemple porté candidat à l'initiative EITI (Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives) de l'ancien Premier Ministre britannique Tony Blair. Le secteur pétro-gazier de la Guinée Equatoriale est ainsi en cours d'évaluation par des experts internationaux indépendants, dans la perspective de faire du pays un membre à part entière de cette initiative.

En outre, nous ne comprenons pas l'acharnement des accusations lancées à l'encontre de la République de Guinée Equatoriale et de ses dirigeants, par certaines associations malgré les efforts du pays et de son Gouvernement.

A cet égard, la Guinée Equatoriale s'est par exemple associée aux opérations d'Interpol pour lutter contre le trafic de drogue qui est l'une des grandes sources du blanchiment d'argent. Vous citez enfin la création de l'Agence nationale d'enquêtes financières (ANIF) dont le rôle est de contrôler les pratiques internes de notre administration et le fonctionnement de l'Etat.

La création de l'Agence nationale d'enquêtes financières s'inscrit dans le cadre de l'accomplissement des objectifs des Etats membres de la CEMAC, qui est de lutter individuellement et collectivement contre les pratiques illégales et le blanchiment des capitaux qui trop souvent servent au financement des activités délictuelles et du crime transnational organisé, aux conséquences imprévisibles pour la paix et la sécurité des Etats.

La création de cette Agence a été approuvée par décision du Conseil des Ministres de la République de Guinée Equatoriale du 2 février 2007.

L'ANIF est placée sous la tutelle du Ministère des Finances. Un processus de formation de son personnel a été engagé, le dernier séminaire a eu lieu le 16 juin 2009.

L.L.D. : Initiatrice d'une réforme des institutions de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) en 2007, la Guinée Equatoriale joue un rôle croissant dans le processus d'intégration régionale. Compte tenu de son poids financier au sein de la BEAC, comment analysez-vous la place de votre pays dans ce processus ?

S.E.M.F.E.O.E : L'intégration de la Guinée Equatoriale résulte d'un long processus et d'une profonde réflexion du Président Obiang Nguema Mbasogo sur le sens et le fonctionnement des organes et des institutions sous-régionales. Comme je l'ai déjà mentionné précédemment, notre pays revient de loin. Nos rapports avec les autres pays limitrophes ont beaucoup évolué. Sous l'ère coloniale, alors que notre pays était une province outre-mer de l'Espagne, beaucoup de Gabonais ou de Camerounais venaient s'approvisionner en produits divers sur la région continentale, principalement à Ebibeyin et à Mongomo.

Après l'indépendance, avec le départ des Espagnols et sous la période sombre de la dictature, c'est le phénomène inverse qui s'est produit : les Equato-guinéens ont émigré vers les pays voisins pour s'approvisionner ou tout simplement s'installer. Cette situation perdura durant les premières années du régime actuel, notamment parce que notre monnaie n'était pas convertible.

Ce fut d'ailleurs l'un des motifs pour lesquels le Président Obiang Nguema

Mbasogo décida d'adhérer à la zone franc et l'un des moyens d'enrayer les flux d'émigration.

Lorsqu'elle intègre l'UDEAC (Union douanière et économique de l'Afrique centrale), grâce entre autre à l'appui de la France en 1984, l'économie de la Guinée Equatoriale est très modeste.

En ce qui concerne le processus de réforme des institutions, l'esprit du discours de notre Président à la clôture du sommet des chefs d'Etat de Bata est assez éloquent :

« Plus que jamais, l'esprit de solidarité et de compréhension entre nos pays frères a marqué davantage les discussions de notre rencontre de Bata, que l'histoire retiendra comme le sommet d'un nouveau départ vers la consolidation du dynamisme, la cohésion et l'efficacité de notre Communauté. En même temps, je suis heureux d'avoir partagé avec vous notre engagement pour redynamiser et relancer l'action des Institutions et Organes de la CEMAC face aux défis majeurs que la Sous-région d'Afrique Centrale doit relever.

Mais surtout, nous sommes convaincus que notre détermination et notre volonté communes sont restées fermes en vue d'accélérer le processus de réduction des obstacles qui entravent le développement de nos Etats, plus particulièrement dans les domaines des infrastructures, des transports, des communications et de la circulation des biens, des personnes et des capitaux. A cet égard, le Sommet que nous clôturons aujourd'hui a montré que la CEMAC se trouve à un tournant de son histoire, d'où la nécessité d'un souffle nouveau pour rattraper le retard que nous connaissons dans plusieurs domaines.

Pour ce faire, les décisions que nous avons prises dans un esprit de solidarité, de compréhension et d'harmonie devraient contribuer à la réalisation de nos objectifs en matière d'intégration politique et économique pour le plus grand bonheur et la prospérité des Peuples d'Afrique centrale.

A cet égard, je voudrais remercier la confiance que mes frères chefs d'Etat de la CEMAC ont placé en ma personne pour présider le Comité de Pilotage qui, à partir d'aujourd'hui, doit conduire le processus de réformes de l'ensemble des Institutions et Organes de notre Communauté pour leur harmonisation avec les impératifs de notre époque.

Dans l'accomplissement de cette lourde mission, je m'engage à travailler au coude à coude avec vous, et à vous informer régulièrement des actions que nous devons entreprendre à cet effet. »

L.L.D. : La disparition du Président gabonais Omar Bongo Ondimba le 8 juin 2009 a marqué un tournant dans l'histoire du Gabon et plus largement de l'Afrique centrale. Comment avez-vous ressenti cet événement ? Au-delà, quel rôle votre pays compte-t-il jouer dans la concertation régionale sur les enjeux de la sécurité ? Dans quel contexte s'inscrit l'accord conclu le 6 mai 2009 par la Guinée Equatoriale avec le Cameroun, le Gabon et Sao Tomé et Principe initiant une stratégie commune pour sécuriser la région ?

S.E.M.F.E.O.E : Tout d'abord, je voudrais exprimer ma très grande tristesse à l'égard de la disparition du Président Omar Bongo Ondimba. Il existe un dicton en Afrique qui résume bien mon sentiment : « Chaque vieux qui meurt est une bibliothèque qui brûle. » Dans les traditions africaines ce sont les vieux sages qui détiennent le savoir. Son décès représente donc pour nous une perte irréparable. Il emporte avec lui tout un ensemble de connaissances et d'expériences. Toutefois, je pense que peut-être, par un processus naturel, d'autres personnalités pourront montrer leur capacité à s'affirmer et à prendre la relève en vue de maintenir la solidarité des pays dans la sous-région.

En ce qui concerne l'accord conclu le 6 mai 2009, je pense qu'il est bien évidemment nécessaire d'agir ensemble à l'heure actuelle. L'accord que la Guinée Equatoriale a conclu avec d'autres pays de la région en vue de lutter contre les facteurs d'insécurité, à commencer par la piraterie, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés au sein de la CEEAC et des autres organisations.

Il faut néanmoins rechercher de nouveaux facteurs déclencheurs dans des situations inédites jusqu'à la période actuelle en Afrique centrale. Des phénomènes de violence se sont ainsi développés et aggravés avec l'essor d'organisations ou de groupements que l'on pourrait désigner sous le terme de « pirates du XXIème siècle ».

Face à ce genre de situation, la solidarité régionale est plus que nécessaire en vue de contribuer à sensibiliser les populations à ces nouvelles réalités et pour éviter toutes dérives regrettables.

L.L.D. : Figurant parmi les premiers partenaires commerciaux de la Guinée Equatoriale, l'Union européenne envisage la réouverture de son bureau à Malabo. Comment la mise en œuvre du 10ème Fonds européen de Développement (FED) peut-il favoriser des avancées à ce sujet ? Quels obstacles s'opposent encore à l'entrée en vigueur de l'Accord de Cotonou révisé pour votre pays ? Au-delà, comment l'approfondissement du dialogue avec l'UE pourrait-il favoriser un renouveau des liens qu'il partage historiquement avec l'Espagne ?

S.E.M.F.E.O.E : Notre vision des relations entre la Guinée Equatoriale et l'Union européenne ne peut être que positif. Toutefois, nous pensons que la fermeture du bureau de Malabo n'a pas été une bonne chose. C'était fermer la porte au dialogue. Or pour se comprendre il est nécessaire de dialoguer. Sa réouverture ne peut donc être que le prélude à l'installation de liens de compréhension mutuelle.

Il faut aujourd'hui poursuivre ce dialogue et l'approfondir parce qu'il existe encore quelques points d'intérêt mutuels qui méritent une réflexion commune. Il faut notamment prendre le temps de la réflexion avant de conclure des accords.

La mondialisation au sein de laquelle nous nous insérons progressivement doit bénéficier à tout le monde et ce processus doit être conduit sur un pied d'égalité.

Selon le Président Obiang Nguema Mbasogo « la République de Guinée Equatoriale ne doit pas dévier de sa route actuelle en tant que pays démocratique et émergent qui doit concourir avec les autres pays dans la construction d'un monde de paix, de sécurité, d'harmonie et de développement du genre humain. Pour atteindre cet objectif, notre politique a été et sera toujours de promouvoir des relations de cohabitation pacifique avec tous les pays du monde, dans le respect de l'indépendance, de la souveraineté nationale, et de non ingérence dans les affaires internes des autres Etats, dans le cadre du développement d'une coopération de bénéfices mutuels. Cela est impossible, si l'Etat n'est pas en mesure d'offrir à la population les garanties essentielles de paix, de stabilité et de développement économique, scientifique, et technologique, pour concourir aux grands projets de la globalisation et de mondialisation de la communauté internationale. »

Pour toutes ces raisons, la Guinée Equatoriale a besoin de tous les pays du monde et plus spécifiquement de l'Union Européenne.

Vous évoquez nos relations avec l'Espagne. Je ne peux pas parler de « renouveau ». Sinon d'une nouvelle dynamique à être impulsée, mais nos relations actuelles sont tout à fait bonnes. En tout état de cause, elles reposent sur une histoire commune, que traduisent les liens fraternels. Nos relations officielles s'inscrivent dans une continuité bien réelle. Par ailleurs, beaucoup d'entrepreneurs espagnols développent aujourd'hui leurs activités dans notre pays.

L.L.D. : Plus d'un an après la rencontre à Paris entre le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo et le Président Nicolas Sarkozy, la visite à Malabo en juillet 2008 de M. Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat français chargé de la Coopération et de la Francophonie, a conforté la volonté des deux pays d'intensifier leur relations de coopération. A l'instar des initiatives de formations mises en œuvre notamment en matière de sécurité, dans quels domaines ces relations vous semblent-elles les plus porteuses ? Quelles avancées ont été enregistrées dans le cadre du projet de création d'un Centre de formation navale pour lutter contre la piraterie ?

S.E.M.F.E.O.E : Les relations entre la Guinée Equatoriale et la France ont en effet été marquées par d'importants échanges au plus haut niveau de l'Etat, illustrés par la visite en France du Président Obiang Nguema Mbasogo, mais également par les visites de M. Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat français chargé de la Coopération et de la Francophonie - et auparavant de son prédécesseur, M. Jean-Marie Bockel qui a posé la première pierre du Centre Culturel Français à Bata, financé à 100% par le Gouvernement Equato-Guinéen - et M. Brice Hortefeux lorsqu'il occupait les fonctions de Ministre de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale.

J'entretiens moi-même de bonnes relations avec mon homologue français en poste à Malabo, M Guy Serieys et nous avons eu l'occasion de collaborer étroitement sur différents dossiers. Il est évident que ce sont d'abord les relations humaines qui nourrissent la coopération et de ce point de vue notre entente facilite les choses.

L'un des socles de ces relations a été l'appui de la France à l'intégration de notre pays au sein des organisations sous-régionales centrafricaines et surtout à son adhésion à la zone Franc. Elles se poursuivent aujourd'hui notamment au plan des échanges commerciaux et de l'implantation des entreprises françaises sur le marché équato-guinéen dont elles accompagnent le développement.

Je pense également que l'un des sujets important du dialogue bilatéral réside dans les enjeux de la paix et de la stabilité dans la sous-région dont l'appartenance à l'espace francophone fait de la France un acteur de poids. La création d'un centre de formation navale pour lutter contre la piraterie en constitue un bon exemple. Ce projet est aujourd'hui sur la bonne voie. Des experts français sont venus à plusieurs reprises dans notre pays et son aboutissement pourrait ouvrir une autre dimension à la coopération en Afrique centrale, puisque même s'il était implanté en Guinée Equatoriale, il bénéficierait à tous les pays de la région.

La France peut également jouer un rôle décisif en faveur du renforcement des institutions sous-régionales de par son expérience, elle peut ainsi contribuer à favoriser le processus d'intégration, en aidant par exemple les pays membres qui le souhaitent à se doter des capacités pour mettre en place la libre-circulation des personnes et des biens.

C'est le cas aujourd'hui de la Guinée Equatoriale qui est confrontée, avec l'attractivité que suscite son développement économique, à des flux d'immigration qui dépassent largement ses capacités de gestion. Ce phénomène devient un véritable problème pour notre pays. Nous nous concertons d'ailleurs dans ce domaine avec la France qui partage des préoccupations similaires.

Il convient également de souligner l'importance que joue le français dans la proximité de nos liens. Le français est en effet la deuxième langue du pays et je pense qu'un plus grand soutien de la France à cet égard serait le bienvenu et profiterait à nos deux peuples.

La formation professionnelle constitue un autre volet auquel la France pourrait contribuer, notamment par l'accueil des futurs formateurs de formation professionnelle équato-guinéens.

En ce qui concerne la France-Afrique, la relation entre l'Afrique et la France qui n'a rien à voir avec « les réseaux » est importante. Elle repose sur un réel socle historique que l'on ne peut ignorer. Alors certes, le contenu que renferme ce

terme doit évoluer vers un dialogue direct et sincère à tous les échelons.

Pour conclure, je profite de l'occasion qui m'est donnée par le biais de cet interview réalisée par la revue « La Lettre Diplomatique », pour remercier tous ceux qui nous ont fait part de leur soutien à l'occasion des différentes tentatives venues de l'étranger, pour tenter de déstabiliser le pays, à un moment où celui-ci est en pleine reconstruction.

Ces remerciements vont aussi à toutes celles et à tous ceux qui nous ont manifesté leur sympathie à l'occasion des différentes campagnes de communication orchestrées en vue de tenter de faire croire que des biens auraient été mal acquis par le Chef de l'Etat et son entourage.

Je rappelle à cet effet, que la Guinée Equatoriale a obtenu le statut de Candidat auprès du Conseil d'administration de l'organisation pour l'initiative sur la Transparence des Industries Extractives (ITIE), le 22 février 2008, afin de démontrer - si besoin était - notre souci de transparence.

Des associations, dont il faudra un jour connaître les véritables motivations ou commanditaires, se sont emparées d'une convention internationale datant de décembre 2003, dite de Mérida pour engager en leur nom des demandes de restitution, alors que de telles demandes ne peuvent être faites qu'au nom d'un Etat.

Qui plus est, en ce qui concerne la Guinée Equatoriale, de fausses accusations en matière de propriété immobilière ont circulé dans la presse, et plus grave encore, des données économiques concernant notre pays ont été falsifiées et diffusées, pour lesquelles nous sommes en train de faire procéder aux rectifications qui s'imposent, y compris si nécessaire par toutes voies de droit.

Il faudra tout de même savoir un jour - et peut-être que cette fois-ci nous pouvons compter sur les journalistes d'investigation et des commissions d'enquête créées pour la circonstance - ce que cherchent réellement les auteurs de ces rapports, qui ne se sont pas beaucoup intéressés jusqu'à ce jour à la crise bancaire mondiale et à ses effets, pas plus qu'aux responsables de celle-ci, préférant focaliser l'attention de l'opinion publique sur l'Afrique, pour encourager les divisions et provoquer des menaces de conflit entre les peuples en discréditant leurs responsables politiques.

Le monde entier doit y veiller, et c'est le sens de mon message d'aujourd'hui dans cette revue destinée aux diplomates, aux décideurs politiques et aux hommes d'affaires, afin que les vrais motifs de ces agitateurs médiatiques retranchés dans des associations soient réellement connus.

Sur ce point, personne ne doit leur donner raison, et il est grand temps que des enquêtes soient menées sur ces associations afin de découvrir les raisons de leur attention particulière sur l'Afrique, ainsi que les bénéfices qu'elles comptent réellement tirer d'actions menées en apparence sur le thème du bénévolat.

En ce sens, nous sommes investis d'un pouvoir pour faire respecter nos valeurs, notamment lorsqu'il rappelle que « nul désormais n'ignore la désinformation dont est l'objet la Guinée Equatoriale de la part de certains cercles à l'étranger. On sait tout sur la Guinée Equatoriale à l'étranger, à l'exception de la réalité de son évolution sociopolitique. Cela met à mal la fiabilité de nos agents diplomatiques ainsi que les possibilités de convaincre et d'attirer des gouvernements et acteurs politiques et économiques étrangers. Cela fait partie des aspects contre lesquels notre diplomatie doit jouer un rôle actif et efficace pour présenter et promouvoir une image de la Guinée Equatoriale fidèle à la réalité. » (*)

Toutes ces actions ne doivent pas faire diversion et nous faire oublier les objectifs pour 2009 qui nous ont été fixés par notre Président, à savoir :

« Préserver et garantir la paix, la sécurité nationale des citoyens.

- Préserver l'équilibre politique et social, et soutenir les principes démocratiques et l'état de droit.
- Améliorer les services de l'administration publique afin qu'ils soient plus rentables, productifs et efficaces.
- Accroître et améliorer les prestations des services sociaux : santé, éducation, sécurité sociale, eau potable et assainissement, électricité, logement, transport et autres.
- Fournir une couverture économique et financière plus large aux différents opérateurs économiques nationaux et étrangers, afin de garantir leurs opérations et leur rentabilité.
- Diversifier les sources de production nationale par l'industrialisation de la production, et privilégier l'investissement en capital pour l'exploitation des matières premières.
- Accélérer la construction d'infrastructures publiques afin de transformer la physionomie de nos villes et préserver l'environnement de la Guinée Equatoriale.
- Favoriser la formation des ressources humaines».

